
Communiqué de presse

L'Union des Marchés de Capitaux progresse, mais l'impulsion politique reste vitale pour surmonter les obstacles restants

Les organismes professionnels représentant les principaux intervenants des marchés de capitaux publient des Indicateurs Clés de Performance pour suivre les progrès de l'Union des Marchés de Capitaux.

24 septembre 2018

En collaboration avec 9 organisations internationales et associations professionnelles représentant des parties prenantes internationales et européennes des marchés de capitaux, l'AFME a publié aujourd'hui un nouveau rapport qui mesure les progrès réalisés à ce jour par le projet phare d'Union des Marchés de Capitaux (UMC) de la Commission Européenne grâce à sept Indicateurs Clés de Performance (KPI).

Le rapport est l'œuvre de l'AFME avec le soutien de Climate Bonds Initiative (CBI), ainsi que d'associations professionnelles européennes qui représentent des business angels (BAE, EBAN), des fonds d'investissement et sociétés de gestion d'actifs (EFAMA), des plateformes de financement participatif (ECN), des investisseurs particuliers et institutionnels (European Investors), des marchés boursiers (FESE), des professionnels du capital-risque et du capital-investissement (Invest Europe), et des fonds de pension (Pensions Europe).

Le rapport intitulé « **Indicateurs Clés de Performance de l'Union des Marchés de Capitaux : Mesure des progrès et organisation du succès** », constitue la première publication de ce qui sera une série annuelle visant à analyser régulièrement les avancées dans le projet d'UMC et à identifier les travaux complémentaires qui doivent être menés. Le rapport représente également la première comparaison pays par pays des progrès de chacun des États Membres de l'UE au regard des objectifs de l'UMC.

Simon Lewis, Directeur Général de l'AFME, a déclaré : « *Trois ans après le lancement du Plan d'Action pour la mise en place d'une Union des Marchés de Capitaux, et avec la fin en vue du mandat de M. Juncker à la tête de la Commission, ce rapport offre une opportunité qui tombe à point nommé d'examiner les progrès qui ont été réalisés à ce jour dans la poursuite des objectifs fondamentaux de l'UMC. Nos résultats montrent que l'UMC sera un projet à long terme. En effet, il ne s'agit pas d'atteindre des objectifs à court terme, mais plutôt de veiller à ce que ce projet d'importance majeure soit adapté à l'intention. Malgré les nombreuses difficultés auxquelles les marchés de capitaux européens sont actuellement confrontés, nous ne devons pas perdre de vue qu'une réelle UMC revêt un caractère essentiel pour l'avenir de l'Europe.* »

Les sept KPI évaluent les progrès dans les domaines prioritaires suivants de la politique d'UMC :

1. Indicateur Finance de Marché : à quel point est-il facile pour les sociétés d'entrer sur les marchés ouverts au public et d'y lever des capitaux ? ;
2. Indicateur de l'investissement des ménages : dans quelle mesure l'investissement des particuliers est-il encouragé ?
3. Indicateur de transfert de prêt : dans quelle mesure les banques sont-elles capables de soutenir l'économie au sens large ?

4. Indicateur Finance Durable : quelle part les investissements à long terme dans l'infrastructure et dans des placements durables représentent-ils ?
5. Indicateur Capital-Risque avant introduction en bourse : l'accès au financement de l'innovation est-il facile pour les start-up et les sociétés non cotées ?
6. Indicateur de financement transfrontalier : dans quelle mesure l'investissement transfrontalier est-il facilité ?
7. Indicateur de profondeur du marché : mesure de la profondeur des marchés de capitaux européens.

Quelques-uns des principaux résultats du rapport :

- **L'Europe s'appuie encore trop sur les prêts bancaires**

Les sociétés européennes s'appuient encore trop sur les prêts bancaires. En effet, 86 % de leurs nouveaux fonds en 2017 proviennent des banques et seulement 14 % des marchés de capitaux.

- **La disponibilité de pools de capitaux en Europe a présenté des améliorations encourageantes dans la plupart des pays européens au cours des dernières années.**

Le montant de l'épargne des ménages investi dans des instruments des marchés de capitaux (c'est-à-dire des actions, des parts de fonds d'investissement, des obligations, des produits d'assurance et de retraite) a progressé de 108 % du PIB en 2012 à 118,2 % du PIB en 2017. L'Europe est cependant devancée par les États-Unis en matière d'investissement de l'épargne dans les marchés de capitaux. Le ménage européen moyen épargne environ deux fois plus qu'un américain, mais l'épargne des ménages investie dans des instruments des marchés de capitaux représente 1,18 fois le revenu annuel (tel que mesuré par le PIB), contre 2,9 fois le PIB aux États-Unis.

- **L'Europe est un leader mondial de la finance durable**

Plus de 2 % des obligations européennes (obligations émises par les états, les villes ou les organismes publics, titrisations et obligations sécurisées) émises en 2017 appartenaient à la catégorie durable. Ce chiffre n'était que de 0 % il y a tout juste cinq ans, et il est supérieur à celui des États-Unis en 2017, qui est inférieur à 1 %.

- **Les PME européennes disposent de plus de capital-risque pour financer leur croissance**

Le montant annuel des investissements de capital-risque avant introduction en bourse réalisés par des fonds de capital-risque et de capital-investissement, des business angels et levés grâce au financement participatif a augmenté en Europe pour atteindre 22,7 milliards € en 2017 contre 10,6 milliards € en 2013. Néanmoins, les investissements de capital-risque restent faibles par rapport au PIB, et il existe un écart significatif avec les États-Unis (132,4 milliards € en 2017, soit 0,8 % du PIB contre 0,15 % du PIB pour l'UE).

- **Les marchés de capitaux européens affichent une tendance encourageante vers plus d'intégration**

Depuis la crise financière, qui a vu le rapatriement de certaines activités de marché et de financement vers leur pays d'origine, nos indicateurs montrent une activité en croissance entre les États Membres de l'UE en matière de capital-investissement, de transactions de fusion-acquisition, d'émission de dette et de détentions transfrontalières de portefeuilles d'actifs. L'intégration intra-UE demeure toutefois en dessous des niveaux d'avant- crise, ce qui suggère que davantage de progrès sont nécessaires en vue d'un marché de capitaux entièrement intégré.

- **Moins de prêts sont convertis en instruments des marchés de capitaux**

Les dernières années ont affiché un déclin dans la transformation de prêts en titres négociables comme les obligations sécurisées, la titrisation, ou les transactions portant sur des portefeuilles de prêts. En Europe,

l'émission de produits titrisés demeure limitée, bien que depuis le début de l'année 2018 les volumes d'émissions placées soient encourageants.

- **La profondeur du marché en Europe centrale et orientale (PECO) s'est légèrement améliorée**
Les marchés de capitaux de l'Europe centrale et orientale (PECO) convergent vers ceux du reste de l'Europe, mais à un rythme lent.

Performance des pays de l'Union des 28

Une comparaison des 28 États Membres et de leur performance individuelle par rapport à chaque indicateur a été réalisée. Voici quelques-uns des principaux résultats :

- **Le Royaume-Uni et l'Irlande** sont en tête des pays de l'UE en termes d'apport de nouveaux fonds aux sociétés non financières, avec plus de 25 % du total des nouveaux fonds levés sur ces marchés. Par contraste, **la Slovénie, la Slovaquie, Malte, Chypre et la Bulgarie** n'ont émis aucune obligation ni aucune action pour des sociétés non financières en 2017.
- **Le Danemark** est le pays qui a le plus progressé parmi les pays de l'UE au cours des cinq dernières années en termes d'épargne des ménages investie dans des instruments des marchés de capitaux, en raison d'une hausse de la couverture des pensions de retraite et des taux d'épargne.
- **L'Allemagne, le Luxembourg et l'Autriche** ont pour leur part un taux d'épargne supérieur à celui du reste de l'UE, mais les ménages investissent dans des instruments conservateurs qui ne sont pas des instruments des marchés de capitaux, comme les liquidités et les dépôts bancaires.
- **L'Espagne, l'Italie, l'Irlande, la Grèce et le Portugal** (pays ayant un taux élevé de prêts non performants) sont dans le top sept des pays de l'UE de l'indicateur de transfert de prêts en 2017, ce qui suggère une tendance encourageante vers un recours aux instruments de marchés pour céder des actifs en difficulté.
- **Les Pays-Bas, la France et la Suède** sont les pays leaders de l'UE en matière de finance durable avec plus de 3 % des obligations émises en 2017 classées dans la catégorie durable. La Lituanie détenait le chiffre le plus élevé de l'indicateur en 2017 avec presque 10 %, mais il correspond en fait à une seule obligation.
- **L'Estonie, le Danemark et le Royaume-Uni** occupent les premières places en matière de disponibilité de capital-risque pour les PME. L'Estonie dispose principalement d'investissements provenant de business angels, tandis que le Danemark et le Royaume-Uni ont des sources plus diversifiées de capital-risque provenant de capital-investisseurs et de capital-risqueurs.
- **Le Luxembourg, le Royaume-Uni et la Belgique** se classent au premier rang des marchés de capitaux les plus interconnectés avec le reste de l'UE. Le Luxembourg occupe la première place, car ses émissions de fonds et d'obligations sont détenues au sein de l'UE, et une part importante de son activité globale de capital-investissement est investie dans des sociétés qui se trouvent dans d'autres pays de l'UE.
- **Le Royaume-Uni et le Luxembourg** ont les marchés de capitaux européens les plus interconnectés avec le reste du monde. Le Royaume-Uni a un rôle particulièrement significatif dans l'intermédiation

des flux mondiaux de négociation des changes et des dérivés, la détention transfrontalière d'actions et la facilitation de la levée de fonds auprès du public pour les sociétés non européennes.

- **La République tchèque** constitue le marché le plus profond des PECO. En 2017, la République tchèque représentait le deuxième marché primaire le plus actif pour les actions et les obligations parmi les PECO après la Pologne. Elle enregistrait également le taux de redressement le plus important en matière d'insolvabilité et figurait parmi les 3 premiers PECO en matière d'investissement de l'épargne dans des instruments de marché (en % du PIB).
- La page 42 du rapport présente un tableau qui classe les 28 États Membres par ordre de progrès par rapport à chaque indicateur.

– Fin du communiqué –

Contact au sein de l'AFME

Rebecca Hansford

Directrice des relations avec les médias

rebecca.hansford@afme.eu

+44 (0)20 3828 2693

+44 (0)7825 081 686

À propos de l'AFME :

L'AFME (Association for Financial Markets in Europe, Association pour les marchés financiers en Europe) défend le renforcement et l'intégration des marchés de capitaux européens pour répondre aux besoins des entreprises et des investisseurs, ce qui favorise la croissance économique et bénéficie à la société. L'AFME est le porte-parole de tous les marchés financiers de gros européens, elle fournit une expertise sur un large éventail de questions relatives aux marchés de capitaux et à la réglementation. L'AFME entend faire le lien entre les intervenants de marché et les décideurs politiques dans toute l'Europe en s'appuyant sur ses relations solides et de longue date, ses connaissances techniques et ses travaux basés sur les données. Ses membres comptent des banques internationales, européennes et régionales, des courtiers, des cabinets d'avocats, des investisseurs et d'autres intervenants sur les marchés financiers. L'AFME participe à une alliance mondiale avec la Securities Industry and Financial Markets Association (SIFMA) aux États-Unis et l'Asia Securities Industry and Financial Markets Association (ASIFMA) à travers la GFMA (Global Financial Markets Association). Pour plus d'informations, nous vous invitons à consulter le site Internet de l'AFME : www.afme.eu.

Suivez-nous sur Twitter @AFME_EU